

naturel se situent à 350 milliards de mètres cubes et les réserves récupérables sont évaluées à 517 milliards de mètres cubes.

Un nouveau programme d'investissement dans le secteur public prévoit des nouveaux investissements totalisant 3,8 milliards de dollars TT sur une période de trois ans allant de 1988 à 1991. Les secteurs prioritaires sont le pétrole et le gaz, l'agriculture, le tourisme et l'industrie manufacturière. De plus, des fonds considérables seront consacrés aux programmes sociaux et à la revitalisation de l'infrastructure du pays. Dans le plan de diversification de l'économie du gouvernement, de nouveaux investissements importants sont affectés à l'agriculture et au secteur agro-alimentaire.

La performance de l'économie de Trinité-et-Tobago en 1988 a subi les contrecoups de la crise économique persistante. Presque tous les indicateurs étaient de nouveau à la baisse, le PIB réel a chuté de 3,8 % après avoir accusé une baisse de 7,4 % en 1987. Il y a eu des diminutions généralisées de production, le secteur de la distribution étant le plus touché avec une baisse de 9,5 %. Des fléchissements plus faibles ont été enregistrés par le secteur financier (8,2 %), gouvernemental (7,9 %) et pétrolier (6,2 %). La Banque centrale a précisé que cette situation s'était accompagnée d'une contraction brutale du déficit des paiements extérieurs, équivalente à 1,6 % du PIB aux prix du marché actuels, et d'une réduction plus marquée du déficit fiscal.

Toutefois, il y a des indications positives de diversification de l'économie: le pourcentage des recettes du pétrole dans les exportations totales de Trinité-et-Tobago se réduit, tandis que le secteur autre que pétrolier accroît son pourcentage des exportations totales. Après 5 ans de croissance négative, le déficit a été réduit en 1988 de 3 % par an à 1,3 % et il y avait des indications statistiques nettement encourageantes d'une amélioration persistante à la fin du premier trimestre de 1988. En plus de cela, les dépenses ordinaires avaient diminué de plus de 15 % et les bénéfices avaient augmenté de 2,1 % durant le premier trimestre.

Au cours des neuf premiers mois de 1988, l'inflation est tombée à une moyenne de 5,7 % alors qu'elle était de 7,7 % au cours de la période correspondante de 1987. Cette baisse est attribuable à divers facteurs, notamment des politiques de gestion de la demande plus rigoureuses,